

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

PIERRE BAUDIN

Regards sur l'économie chinoise

Journal de la société statistique de Paris, tome 118, n° 1 (1977), p. 16-34

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1977__118_1_16_0

© Société de statistique de Paris, 1977, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

REGARDS SUR L'ÉCONOMIE CHINOISE (1)

(Communication faite le 21 avril 1976 devant la Société de Statistique de Paris)

Pierre BAUDIN,

Administrateur principal à la Commission des Communautés européennes.

Dans cet article, l'auteur donne ses impressions d'un voyage qu'il a effectué en Chine, en compagnie d'autres fonctionnaires des Communautés européennes, en juillet-août 1975. Il fournit également quelques données sur l'économie de ce pays.

In this paper, the author gives his impressions of a trip he made in China, with other European Communities' officials in July-August 1975. He gives also a few data about the economy of this country.

In diesem Artikel beschreibt der Verfasser seine Eindrücke von einer Chinareise, die er mit anderen Beamten der europäischen Wirtschaftsunion im Juli/August 1975 unternommen hat. Zu gleicher Zeit macht er einige Angaben über die Wirtschaftsverhältnisse dieses Landes.

« Rien d'impossible au sein de l'univers,
Pourvu qu'on ose escalader la cime. »

Poème de Mao-Tsé-Toung

Ce continent, au devenir toujours recommencé, fascine; attire et irrite; décontenance. La muraille de Chine est plus qu'un ouvrage d'art, c'est un symbole; car même lorsque l'obstacle linguistique est plus ou moins bien franchi, on constate que les mots n'ont pas le même sens, que les règles souffrent d'exceptions, que l'ensemble n'est déchiffrable qu'à l'intérieur d'un grand tout aux aspects multiples et contrastés : le monde des Chinois. Ce sentiment qu'éprouve l'observateur en Chine est d'autant plus exacerbé que l'on veut lui montrer, par nécessité temporelle ou idéologique, une Chine stéréotypée, claire, expliquée, radieuse et volontairement modeste dans un triomphe qu'elle entretient à l'aide de bulletins statistiques de victoire, suffisamment morcelés pour que tout recoupement soit difficile, voire impossible. Ce n'est donc point un effet du hasard si tout article sur ce sujet, édité

1. L'auteur, en compagnie d'autres fonctionnaires des Communautés européennes, a effectué un voyage de trois semaines, à titre privé, en Chine, au cours des mois de juillet-août 1975. Les données et impressions, économiques présentées sous sa seule responsabilité dans cet article se réfèrent généralement à cette période avec certaines mises à jour. Seule l'amicale mais très insistante pression des auditeurs des Conférences de la Société de statistique de Paris a obligé l'auteur à rédiger ces quelques lignes. Pour ceux qui n'ont jamais approché les Chinois, ces quelques réflexions ne sont qu'un regard sur l'inconnu; à ceux qui connaissent la Chine, l'auteur demande toute leur indulgence.

dans une revue non spécialisée en la matière, se doit de débiter par quelques données économiques sur la Chine suivies d'un très bref résumé historico-idéologique de l'histoire événementielle ou même épiphénoménale de la jeune République populaire de Chine. Plus qu'un apport fondamental, ce genre d'introduction est un clignotant à prévenir le lecteur que l'on entre dans un système hors des systèmes (1).

Après avoir symboliquement sacrifié à ce rite, nous nous proposons de jeter sur certains problèmes économiques chinois quelques brefs regards. Là encore, une mise en garde : la politique économique chinoise ne saurait s'apprécier en dehors de la doctrine; elle est la doctrine en action avec laquelle elle dialogue pour un renouveau permanent. Ceci, c'est la philosophie. Quelle est la réalité? On ne le sait guère. Mais on doit constater que le fleuve Jaune a été dompté, le canal du Drapeau rouge construit et que sept satellites chinois, mis sur orbite par des porteurs de construction chinoise, tournent autour de la terre. Certes, ces réussites ne se sont pas faites de façon linéaire; l'élan révolutionnaire a besoin de période de répit; mais jusqu'à la mi-76, il a pu être régénéré. Si les communes populaires sont apparues en 1958, au cours du grand « Bond en avant », elles ont été, à cette époque, un échec économique, parce qu'elles ont été mal expliquées ou mal comprises, qu'en 1960 l'aide soviétique a cessé, qu'en 1959, 1960 et 1961 les récoltes ont été mauvaises et qu'en 1962-1963 le peuple était fatigué après les immenses efforts du Bond en avant. Il a fallu reprendre le travail à la base et, maintenant, on peut dire que le système des communes populaires, avec de fortes nuances selon les régions, est quasi généralisé. C'est ce qu'en janvier 1976 le ministre de la Culture, M. Yu Hui-yung appelait l'alliance du réalisme et du romantisme révolutionnaires. C'est aussi un point fondamental de la dynamique chinoise : certes, la ligne politique est la base mais elle n'est pas un dogme aveugle; elle s'adapte aux circonstances lorsqu'il y a risque de graves tensions et accepte ainsi certains détours à condition qu'ils soient productifs et qu'il y ait retour à la ligne, même au prix d'une révolution culturelle.

I — LA STRATÉGIE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA CHINE

Il est d'usage, lorsque l'on présente quelques réflexions sur le développement économique de la Chine de rappeler d'abord la dialectique économie-politique et d'analyser ensuite, dans ce langage bref et imaginé, destiné à transformer les philosophies en principes mobilisateurs, les axes fondamentaux de cette stratégie (2). Cependant, tout en rappelant le rôle fondamental du politique (« mettre la politique au poste de commande ») et le but de cette politique (« la ligne de masse » : partir en tout des intérêts du peuple), nous porterons plutôt notre attention sur la stratégie du développement économique qui repose sur deux principes : la croissance harmonieuse et simultanée (principe de la marche sur les deux jambes) et l'indépendance nationale (principe de « compter sur ses propres forces ») qui sera esquissée dans la mise en œuvre de la stratégie du développement.

En fait, et sans vouloir analyser les motivations politiques qui sont toujours déterminantes, le problème fondamental du développement, en Chine, est d'atteindre trois objectifs économiques majeurs : la lutte contre la faim, le décollage économique et la défense nationale, tout en assurant le succès de la ligne générale socialiste. Or quels ont été et quels sont les atouts socio-économiques majeurs de la Chine? Essentiellement, une population jeune,

1. Par commodité, ces données et aperçus ont été placés en annexe.

2. Voir notamment à ce sujet les travaux et cours de Bernard Chavance (Paris VII) ou de Jacques Attali (École Polytechnique).

industrielle et travailleuse, des matières premières intactes et multiples, l'absence d'un passé capitaliste et un fantastique pouvoir de mobilisation. *Les principes de production et de distribution étant largement (mais non complètement) séparés, après une satisfaction des besoins primaires suffisante pour entretenir l'élan mobilisateur des masses, l'accumulation socialiste permet l'investissement en fonction des intérêts de ces masses, que ces intérêts soient déterminés par l'autorité centrale ou par la périphérie.*

Certes, les penseurs chinois sont parfaitement conscients du rôle fondamental de l'industrie lourde dans l'essor économique des systèmes capitaliste et soviétique; certes, ils savent que les grandes entreprises, par définition, sont génératrices d'économies d'échelle, créatrices des « profits économiques »; certes ils n'ignorent pas les gains de productivité que peut induire une technologie moderne; mais ils ont eu et ont encore un problème majeur : *le temps*. Nous sommes sur une planète et à une époque où les grandes idées ne sont généralement acceptées que lorsqu'elles se concrétisent par des résultats économiques objectifs. Or pour être crédible, à l'intérieur comme à l'extérieur, pour être également stimulante des fantastiques efforts demandés en permanence aux masses, la voie chinoise se doit d'être *rapidement* triomphante, tout en restant orthodoxe. A deux reprises, de hauts fonctionnaires nous ont déclaré : « Ou bien la Chine, d'ici l'an 2000, sera une des premières puissances économiques mondiales, ou bien ... » Dans une conversation plus intime, un autre nous a ajouté : « Ou bien on aura réussi à passer de la propriété collective de la commune populaire à celle du peuple entier, ou bien ... » D'où le problème majeur du décollage économique rapide et de la conciliation de ce décollage avec le maintien de l'orthodoxie politique. Pour les « révisionnistes », il y a un choix nécessaire; pour les révolutionnaires, il faut être « rouge et expert ». En fait, cette course contre le temps, ou plutôt à la recherche du temps, exige de mettre en œuvre toutes les initiatives, qu'elles soient individuelles ou collectives, pour décoller le plus rapidement possible. C'est le principe de la marche sur les deux jambes, les secteurs se développant concomitamment et se stimulant réciproquement.

Les grands travaux d'infrastructure des années cinquante (barrages, digues, canaux) ont permis de régulariser et d'accroître les rendements agricoles et ainsi de faire face à la demande de nourriture d'une population croissant, malgré certains efforts des autorités, à un taux annuel moyen de 2 %. C'est ce qu'on appelle « prendre l'agriculture comme base ». Quant à l'industrie, stimulée par la demande agricole croissante, elle a fourni les instruments aratoires légers, quelques insecticides, des pesticides, un peu d'engrais; la recherche a sélectionné des variétés plus adaptées aux différents sols et l'agriculture a pu ainsi dégager de la main-d'œuvre, des matières premières et des fonds d'accumulation qui ont, à leur tour, stimulé l'industrie; c'est ce qu'on appelle « prendre l'industrie comme facteur dominant. » ⁽¹⁾ En fait, la séquence : agriculture, industrie légère, industrie lourde, n'est pas une séquence temporelle, puisqu'il y a concomitance; mais elle permet, par contre, de déterminer des priorités qui se retrouvent dans cet ordre dans l'élaboration du Plan même si, dans les revenus de l'État, Bernard Chavance estime que l'accumulation provenant des entreprises industrielles d'État intervient actuellement pour environ 90 %.

En effet, lors d'une discussion avec les responsables de la planification de la province de Liaoning (ex-Mandchourie) où se trouve, notamment, le combinat métallurgique d'An-Shan dont les ouvriers ont rédigé la célèbre Charte d'An-Shan (« mettre le politique au poste de commande »), l'ordre : agriculture-industrie légère-industrie lourde nous a été confirmé

1. Cf. « Le principe général du développement de l'économie nationale ». Article paru dans le numéro de janvier 1973 de *La Chine en construction*.

pour l'établissement du plan annuel dont les premiers travaux commencent vers le mois d'août. Les plans de secteur et les plans de zone sont établis simultanément. L'agriculture prévoit sa production pour la campagne suivante, ce qui détermine ses besoins de consommation intermédiaire (engrais, pesticides, insecticides, force motrice, etc.) et ses besoins en capital (motoculteurs, bâtiments, etc.). L'industrie légère établit alors ses besoins en matières premières et machines-outils pour satisfaire d'abord les besoins de l'agriculture plus ceux des autres secteurs; enfin, l'industrie lourde établit ses plans en fonction de l'industrie légère et de ses propres besoins, en suivant l'ordre (acier, chimie, électricité, charbon, etc.). Cette séquence est établie successivement au niveau de la Commune populaire, du district, de la région, de la province et de l'État. Chaque unité géographique et chaque secteur établit son plan qui remonte ainsi de la périphérie vers le centre. Cependant, comme la province de Liaoning comprend le combinat métallurgique d'An-Shan, qui, avec ses hauts fourneaux et ses laminoirs, constitue un des hauts lieux de la sidérurgie chinoise, le plan du combinat d'An-Shan est inclus directement dans le plan d'État (1). Il est intéressant de noter que dans la mesure où le Plan est dépassé, et il nous a semblé qu'il était établi de façon suffisamment lâche pour l'être, l'excédent est partagé entre l'État et la localité, si ce surplus provient d'une unité de production relevant du centre. Il revient totalement à la localité si l'unité de production relève de la localité, le surplus alimentant l'accumulation qui induit l'investissement. Outre la fonction économique importante des surplus, le retour de ce surplus à l'unité de production est psychologiquement une incitation très importante.

Il ne nous a pas été possible d'apprécier ni même de discuter du contenu chiffré des balances prévisionnelles qui, au niveau national, permettent d'atteindre l'équilibre et d'assurer la cohésion de l'ensemble. Il s'agit, en l'occurrence des balances matérielles (environ 100 produits), des balances en valeur, des balances de l'enseignement et des balances de main-d'œuvre. Selon J. Attali, trois ratios de croissance peuvent être distingués : agriculture/industrie; industrie lourde/industrie légère et investissement productif/consommation des ménages; « l'ordre de grandeur de ces ratios au niveau national serait approximativement de 1/4, 1 et 1/2 ».

La stratégie du développement simultané, « la marche sur les deux jambes », ne s'applique pas seulement aux couples : agriculture/industrie et industrie légère/industrie lourde; il s'étend aussi, mutatis mutandis, au couple : grandes entreprises/entreprises moyennes et petites; du point de vue technologique au couple : productions modernes/productions « avec les moyens du bord » et du point de vue organique au couple : industries relevant des autorités centrales/industries locales.

Cependant, il est évident que tout modèle économique, quelque élaboré qu'il puisse être, ne saurait fonctionner sans l'adhésion de ceux auxquels il s'applique. Le « miracle chinois » ne réside pas dans l'élaboration d'un modèle mais dans l'acceptation d'un tel modèle par les Chinois. Une des grandes forces du régime est d'avoir créé un « système » dont chaque membre se sente à la fois maître et esclave au sens dialectique du terme. Dans son essai « De la juste solution des contradictions au sein du peuple », Mao-Tsé-Toung écrivait : « Au sein du peuple, la démocratie est corrélative au centralisme, la liberté à la discipline. Ce sont deux aspects contradictoires d'un tout unique; ils sont en contradiction mais en même temps unis et nous ne devons pas souligner unilatéralement l'un de ces aspects et nier l'autre. Cette unité de la démocratie et du centralisme, de la liberté et de la discipline,

1. Cf. Au Thu-huong, « Planification décentralisée en Chine ». Institut catholique des Hautes Études commerciales de Bruxelles, 1974.

constitue notre centralisme démocratique ». Il y a donc la ligne générale politique qui demeure l'édification du socialisme et à laquelle il faut se soumettre; mais il y a aussi, notamment par la décentralisation du plan et de nombreux centres de décision, une certaine liberté, à l'intérieur de la ligne, qui permet par l'initiative individuelle et la concertation, une adhésion plus spontanée, donc plus engagée, à la mobilisation des masses. Ce sentiment de participation au pouvoir était patent à de nombreux niveaux, y compris dans cette conversation mineure mais combien significative de la présidente du comité des habitants d'un immeuble de Pékin qui terminait son exposé sur les problèmes qu'elle rencontrait pour l'aménagement d'une petite place publique par la possibilité d'une lettre personnelle au président Mao à ce sujet.

Cet appel à l'initiative individuelle, cet encouragement au développement des industries locales, cette acceptation « des moyens du bord » à défaut de technologie de pointe, le fait que toute initiative n'est pas rejetée *a priori* mais est sérieusement et longuement discutée par les comités révolutionnaires de communes populaires, de soldats, d'usines ou de quartier ou par les comités d'habitants de ruelles ou d'immeubles, donnent à l'individu le sentiment d'être une des pièces d'un destin qui le transcende et l'incite à se dépasser et permet au pouvoir de ne pas laisser « isolés » les individus. La mise en œuvre de ces principes nous a été montrée dans un immeuble de Pékin où, dans une cave, une demi-douzaine de ménagères avaient décidé, de leur propre initiative, de constituer un atelier de confection de robes et avaient passé un accord de production avec une usine de vêtements qui leur fournissait les matières premières qu'elles taillaient et assemblaient avec « les moyens du bord ». Les exemples de cette nature abondent et sont souvent montrés aux étrangers; ils affirment le triomphe de la pensée de Mao-Tsé-Toung sur celle de Lin-Piao.

« Il est évident que la source première du progrès économique réside dans l'innovation. La diffusion de l'innovation est profondément différente en Chine et dans les économies capitalistes. Dans ces dernières, l'innovation est généralement conservée par devers la firme innovatrice afin de créer, par rapport aux partenaires économiques, un écart économique générateur de profit. En Chine, lorsqu'une unité de production découvre, par ses propres moyens, une innovation, elle s'empresse de faire part de cette découverte aux autres unités de production semblables. A cette fin, elle délègue un ou plusieurs ouvriers dans les autres usines pour enseigner le tour de main, le nouveau processus de fabrication ou la nouvelle combinaison de facteurs qui sont l'expression de cette innovation. Les unités de production ainsi visitées et éduquées sont tenues d'appliquer cette innovation s'il est avéré qu'elle constitue un progrès. Elles sont rappelées à l'ordre au cas où elles manqueraient à ce devoir. L'unité de production ne « profite » donc pas de sa découverte au sens capitaliste du terme, c'est-à-dire sous forme de gain monétaire, mais elle en tire un succès de prestige pour elle et pour ses membres qui peut prendre une autre forme sociale tout aussi importante que celle que peut procurer la forme sociale engendrée par le supplément de « fortune », induit par l'innovation en régime capitaliste. »

Certes, on pourra dire que, dans la conception « liberté-discipline, aspects contradictoires d'un tout unique », la délimitation est délicate, et, de fait, cela conduit selon les périodes de l'histoire, soit aux « cent fleurs », soit à la révolution culturelle. Mais jusqu'à présent, la ligne politique a pu être maintenue; d'une part la charte d'An-Shan : « 1) mettre la politique au poste de commande; 2) renforcer le parti; 3) lancer des mouvements de masse; 4) favoriser la révolution technique; 5) constituer des équipes sous le principe de la triple union : ouvrier, technicien, ingénieur », a été apparemment réalisée, et d'autre part les communes populaires fonctionnent. La question fondamentale qui se pose nous paraît être pour le futur : quel

devenir se choisir? Aura-t-on le choix? La Chine, grande puissance de l'an 2000, mais à quel prix politique? Le passage du socialisme au communisme, nécessité pratique ou rêve nécessaire et dans combien de temps? Nous n'avons pas eu à ces questions de réponse des Chinois mais certainement le sentiment profond de leurs propres interrogations.

II — LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT

Il ne saurait être question dans un article aussi bref et général d'analyser l'ensemble de la mise en œuvre; nous porterons donc nos regards sur trois points économiques premiers : le plein-emploi, les salaires et les prix et le commerce extérieur.

1. *La politique de l'emploi dans l'optique de la stratégie de développement*

Indépendamment des objectifs « classiques » des politiques de l'emploi, la politique chinoise paraît poursuivre quatre buts originaux : la mobilisation de toute la main-d'œuvre disponible et la réduction des écarts ville/campagne, travail intellectuel/travail manuel et ouvrier/paysan.

Tous les travailleurs sont mobilisés en vue de l'édification du socialisme. En conséquence, tout Chinois a un emploi. Cet emploi dépend des besoins du plan et, par là même, l'emploi n'est pas obligatoirement fixe. Il s'opère des déplacements de main-d'œuvre soit géographiques soit intersectoriels. Des déplacements massifs ont surtout eu lieu lors des grands travaux d'infrastructure des années cinquante; ce fut l'époque des « guerres d'anéantissement » contre les calamités et le sous-développement agricole (canal du Drapeau rouge; aménagement du bassin du Houaiko) ou, plus récemment, lors de la cessation de l'aide soviétique en 1960 (construction du pont de Nankin sur le fleuve Bleu). Il semblerait que ces grandes migrations se soient actuellement ralenties. Cependant, et c'est évidemment quelque chose qui frappe les Occidentaux, on cite toujours les cas, et nous en avons eu confirmation, de la possibilité de séparation des couples en fonction des nécessités du plan, le mari et la femme travaillant à des centaines, voire des milliers de kilomètres l'un de l'autre. Ces cas particuliers leur permettent d'avoir d'ailleurs 20 jours de congé par an, cas particulièrement privilégiés, quand on sait que les Chinois ne bénéficient pas de congés payés au sens occidental et qu'hormis un jour de repos pour six jours de travail, ils n'ont que six ou sept jours fériés légaux par an.

Indépendamment de la mutation géographique, il existe aussi des déplacements intersectoriels; cependant, les décisions de déplacement relèvent, dans certains cas, d'instances différentes. A l'intérieur d'une même province, la décision de déplacer un ouvrier d'une usine A à une usine B relève du centre de décision provincial; par contre, le déplacement d'un ouvrier agricole dans une usine d'une même province relève de la décision de l'autorité centrale. Ceci s'explique par la stratégie du développement que nous avons brièvement analysée et par la volonté politique de réduire les écarts entre la ville et la campagne et entre les ouvriers et les paysans.

En effet, la séquence du développement agricole peut s'analyser ainsi : d'abord assurer la subsistance (légumes, céréales, porc, volailles, poisson ...) puis la nourriture de complément (fruits, sucre, beurre ...). Au fur et à mesure que la productivité, notamment par la mécani-

sation, s'accroît et permet un dégagement de main-d'œuvre, celle-ci est employée sur la commune populaire dans deux directions principales. La première consiste à intégrer sur la commune populaire les phases de transformation successives des produits agricoles de la commune (meunerie, semoulerie, extraction d'huile, etc.); la seconde consiste à développer une industrie légère à la campagne. Le départ de cette séquence est donné par la création d'ateliers d'entretien du matériel agricole léger acheté en dehors de la commune; puis la commune crée des ateliers de montage des pièces détachées de machines agricoles, puis des ateliers de fabrication de ces pièces, enfin des ateliers complets de production d'instruments ou de machines agricole ou même, au stade final, des pièces ou des produits non agricoles. Ainsi, comme l'écrivait l'éditorialiste de la « Chine en construction » d'août 1973, « on verra surgir dans les vastes régions rurales chinoises un nombre croissant d'entreprises industrielles modernes, d'ouvriers et de cadres techniques issus des rangs des paysans, ce qui contribuera à réduire petit à petit les différences entre les ouvriers et les paysans, entre les villes et la campagne, entre les travailleurs intellectuels et les travailleurs manuels, favorisant ainsi le passage de la Chine du socialisme au communisme où ces différences auront complètement disparu ».

On a pu, effectivement constater, au moins, la mise en œuvre des premiers éléments de la séquence. Dans la commune populaire de l'Étoile rouge, de Pékin (80 000 personnes), on a relevé des activités agricoles « primaires » : culture de céréales, pisciculture, sylviculture, puis les activités agricoles « secondaires » : élevage de vaches (lait-viande), et élevage de canards gavés; enfin les activités d'industries agricoles et alimentaires : fabrication de lait en poudre et de beurre. A cela s'ajoutaient, évidemment, les ateliers d'entretien et de réparation des machines agricoles. A Tsinan, à la brigade de production « Orient rouge » (environ 7 600 personnes), on retrouve la même séquence de développement : riz, légumes, céréales, sylviculture, élevage de porcs, vergers, exploitation de carrières, meunerie. La mécanisation de la brigade est poussée : 32 tracteurs de 12 CV, 2 camions, 198 dynamos, 64 décortiqueuses et moulins, 10 stations de transformation électrique, 69 puits à pompage électrique et 1 km de voie ferrée. Le processus d'industrialisation est également avancé car indépendamment des ateliers d'entretien et de réparation (9 tours; des perceuses et des raboteuses), il y avait aussi un atelier de montage de tracteurs de 12 CV. Dans la commune d'Holié (près de Shanghai), la séquence industrielle est moins poussée mais la production agricole est peut-être plus diversifiée : riz, légumes, volaille (pour l'auto-consommation), poissons (12,5 t par hectare et par an; surtout des carpes), mouton, porc, vergers, vers à soie, culture de perles à partir d'huîtres d'eau douce (1).

Quant à la réduction de l'écart entre travailleurs manuels et travailleurs intellectuels, beaucoup de choses ont été écrites à ce sujet et on ne peut qu'en rappeler quelques-unes ici. L'apologie du travail manuel commence dès le plus jeune âge. A l'école primaire, les enfants doivent passer en usine ou à la campagne deux semaines par semestre pendant les deux premières années et quatre semaines par semestre pendant les deux dernières années. Indépendamment de ce programme, l'enseignement manuel est quotidien et il existe un potager, une basse-cour et un atelier industriel dans presque chaque école. A Nankin, nous avons visité une école primaire où les petits enfants ont présenté un mimodrame dont la chanson principale, très connue, était « Merci ouvrier de m'avoir donné un crayon pour apprendre à écrire », assurant même par là la primauté du travail manuel.

1. Cf. « De la Grand'Place à Tien an Men », récit et commentaires de vingt fonctionnaires européens; de nombreux exemples chiffrés figurent dans ce rapport.

A l'école secondaire, chaque semestre, les élèves passent une semaine dans la ferme de l'école en première année, un mois dans les ateliers en seconde année, un mois à la campagne en troisième année et un mois à l'usine en quatrième année (1). Les ateliers de l'école sont généralement reliés à une ou plusieurs usines proches de l'école et constituent de véritables parties d'une chaîne de production, où l'enfant, sous la surveillance d'un ouvrier qualifié, apprend non seulement un travail manuel, mais assimile aussi la notion de chaîne de production et de cadence. Après l'école secondaire, les jeunes gens ne peuvent entrer à l'université; ils doivent au préalable passer deux ou trois ans en usine, aux champs ou à l'armée. Ce sont alors leurs propres collègues qui les désignent, notamment en fonction de leur « cœur rouge », pour aller passer, en général, trois ans à l'université où un enseignement manuel leur est également prodigué. Au sortir de l'université, les jeunes gens retournent obligatoirement au sein de l'équipe de production qui les a désignés afin qu'ils puissent divulguer leurs connaissances à leurs camarades, étant donné qu'un étudiant ne saurait être propriétaire de son savoir.

En tant qu'ouvrier, paysan ou soldat, le travailleur intellectuel, souvent confondu avec la notion de cadre, devra se consacrer soixante jours par an à des tâches manuelles. L'exemple des fonctionnaires aux champs, se consacrant aux travaux les plus rudes (repiquage du riz) ou les plus contraires à « leur dignité d'intellectuel » (ramassage et pétrissage « d'engrais humains ») est une image désormais classique. Elle n'est pas généralisée. Au laminoir n° 2 du combinat métallurgique d'An-Shan, les cadres représentent 10 % des 1 600 personnes travaillant au laminoir et 70 à 80 % de ces cadres sont d'anciens ouvriers. Ils exécutent aussi leurs 60 jours de travail manuel par an, mais sous forme de travail à la chaîne ou à l'atelier *dans l'usine même* dont ils sont les cadres. C'est un exemple que l'on cite assez rarement en Occident.

2. Les salaires et les prix (cf. annexe n° 2)

Dans l'industrie, le salaire moyen mensuel se situe entre 50 et 60 yuans (142 à 170 FF). Il y a huit échelons de salaire et l'éventail « moyen » se situe de 30 à 150 yuans (85 à 426 FF). Cependant, dans des professions « libérales », telles que la médecine, à Nankin, il nous a été cité le cas de « grands patrons » dont le salaire mensuel était de 300 yuans (852 FF). Mais, en Chine, comme en Occident, il devient de plus en plus nécessaire d'ajouter au salaire les « autres avantages » pour pouvoir saisir le revenu. A la fabrique de thermos de Jinan, les ouvriers affectés à des tâches éprouvantes (souffleurs de verre) reçoivent des « primes », généralement des tickets pour repas améliorés, qui représentent environ 7-8 % du salaire au maximum. Au laminoir n° 2 du combinat métallurgique d'An-Shan, où le salaire est quotidien et non mensuel, la gamme des avantages supplémentaires est plus étendue : certains travaux pénibles (chaufferie, veille de nuit ...) sont rémunérés par une prime qui s'ajoute au salaire. Cette prime est généralement transformée en nourriture achetée à la cantine de l'usine. Parfois le supplément de nourriture est octroyé directement (1/2 l d'huile comestible). Le combinat possède également une crèche pour enfants de travailleurs, et octroie des soins gratuits en cas de maladie ou d'accident. Toutes les usines n'octroient pas de tels avantages mais il y a cependant une tendance à la généralisation du système.

1. Cf. Lionel STOLÉRU, « Tous les Chinois aux champs et à l'usine », *L'expansion*, septembre 1975.

Enfin le combinat prend à sa charge les frais de vêtement et les frais de chauffage, ce qui est important dans une région où la température hivernale descend parfois jusqu'à -30° . A l'usine de thermos de Jinan, la charge salariale constituait 20 % du prix de vente des thermos, les matières premières 50 %, l'amortissement 20 % et les dépenses courantes (eau, électricité, etc.) 10 %.

En agriculture, les salaires sont difficilement appréciables, car ils dépendent de la récolte, du système de répartition entre les diverses destinations et des diverses aptitudes reconnues à chacun (points-travail, entre autres). L'exemple de l'équipe de production de Kiaoli paru dans « la Chine en construction » en 1972 est très probant. L'équipe de production de Kiaoli comprenait, en 1971, 253 habitants répartis en 55 familles; elle a produit, en 1971, des céréales (288 530 kg) et des cocons de vers à soie (6 000 kg) qui ont fourni une valeur globale de 88 000 yuans. La répartition des revenus s'est effectuée de la façon suivante :

<i>Distribution des céréales</i>		<i>Distribution des revenus calculés en yuans</i>	
Impôt en grains	} 126 595 kg	Impôt agricole	3 386 yuans
Vente à l'État		Frais de production	21 427 yuans
Réservés à l'équipe		Fonds d'accumulation	13 068 yuans
Distribués aux membres		Distribués aux membres	50 097 yuans
	Production totale		Revenus totaux
	288 530 kg		87 978 yuans

En plus des revenus en grains et en céréales, le paysan perçoit un certain nombre d'avantages soit collectifs (crèches, écoles, soins ...), soit individuels (produits de son jardin ou de son « élevage », généralement consommés par lui-même). Il est donc très difficile d'avoir une estimation du revenu moyen paysan.

Le salaire industriel moyen de 50-60 yuans par mois se répartirait, en général, en 10-15 yuans de dépenses alimentaires, et 10-15 yuans de dépenses locatives (loyer, eau, électricité). L'épargne serait relativement élevée mais seuls 4-5 % du revenu seraient déposés en caisse d'épargne sous forme de dépôts à vue (2,16 % d'intérêt) ou à plus d'un an (3,24 % d'intérêt), nets d'impôts et transmissibles sans droits aux héritiers. L'épargne serait essentiellement une consommation différée de biens « importants » tels que montre (de 2 à 8 mois de salaire) ou bicyclette (3 mois de salaire).

Une des fiertés économiques du régime est d'avoir contenu les pressions inflationnistes, du moins au sens occidental du terme. Cela ne signifie pas que les prix à la consommation ou à la production restent fixes; mais, quand pour un certain nombre de raisons, les autorités sont amenées à les faire varier, elles le font selon des proportions telles que le niveau général des prix est maintenu constant. En ce qui concerne les produits alimentaires, l'action des autorités est particulièrement vigilante. A part un rationnement pour les céréales et les cotons, la consommation est limitée et orientée par le jeu des prix. Dans le Liaoning (ex-Mandchourie), province essentiellement industrielle, les prix payés aux producteurs de légumes sont supérieurs aux prix payés par les consommateurs; l'inverse est effectué pour les fruits. Il y a donc des compensations qui s'opèrent. De même pour les biens de production, il y a certaines formes de soutien, par exemple dans l'agriculture, qui peuvent être, soit des prix fixés volontairement à de bas niveaux, ce qui est le cas pour les engrais, insecticides et pesticides, soit des subventions données dans certains cas précis. Par exemple, le prix de revient d'un petit motoculteur est de 800 yuans; dans certains cas, la subvention peut aller jusqu'à 200 yuans. Les prix des biens de consommation courante ou « temporaire » varient. Nous avons pu comparer des listes de prix d'objets établies à Pékin en mai 1973

à nos propres listes de juillet 1975; on a pu constater, et cela nous a été confirmé, que les prix des postes de radio à transistor avaient fortement baissé en 2 ans (— 20 % environ) et que les prix des postes de télévision, non fixés en 1973, commençaient à être connus (300 yuans, soit 850 FF). Si le problème du logement est toujours aussi important (nombreux dortoirs communs pour célibataires; répartition contingentée par un organisme *national*), le prix de location du mètre carré aurait diminué. Le fait que les prix des biens de consommation, à l'exception de ceux qui se forment sur certains marchés agricoles locaux, soient les mêmes sur l'ensemble du territoire, s'explique par la prise en charge par l'État des coûts de transport des matières premières et des produits semi-finis.

En fait, dans l'économie chinoise, le prix est secondaire; l'objectif demeure la stabilité et, pour le pouvoir d'achat, une expansion lente et continue qui permette, indépendamment de la foi révolutionnaire, de rendre crédible le schéma proposé.

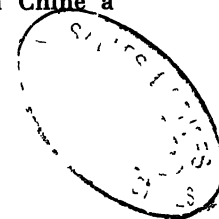
3. Le commerce extérieur

L'économie chinoise n'est pas une économie fermée. Certes, et surtout depuis le retrait des techniciens et de l'aide russe en 1960, le principe « compter sur ses propres forces » est constamment réaffirmé et le principe de la division internationale du travail réfuté. En fait, la Chine accepte un commerce extérieur multilatéral, fondé sur l'avantage réciproque et basé sur un strict pied d'égalité. En conséquence, la Chine ne fait appel à l'extérieur que lorsqu'elle ne peut produire elle-même ces biens, et notamment lorsqu'elle désire importer de la technologie.

Le commerce extérieur chinois a été de plus en plus multilatéralisé. En 1959, environ 65 % des importations de la Chine provenaient de pays communistes; en 1964, cette part a été réduite à 25 % et, en 1975, à 15 % (1). Jusqu'en 1973, la Chine payait comptant ses importations; depuis 1973, il est arrivé qu'elle ait demandé des délais de paiement. En 1973, la balance commerciale a fait apparaître un déficit de 600 millions de dollars, les importations s'élevant à 5,0 milliards de dollars, et les exportations qui représentent 2,6 % du PNB à 4,4 milliards de dollars, et en 1974 le déficit aurait dépassé le milliard de dollars. En période « normale », la balance commerciale devrait être pratiquement en équilibre et devrait même théoriquement dégager un solde excédentaire (100 à 300 millions de dollars) qui, ajouté aux transferts nets de 200 à 300 millions de dollars des « Chinois d'outre-mer » à la métropole, permet à la Chine de mener une politique d'aide et de coopération envers certains pays amis. En fait, on a constaté une certaine permanence du déficit depuis 1973; en 1975, il a été réduit à environ 500 millions de dollars. La Chine ne cherche pas un strict équilibre bilatéral dans ses échanges; cependant elle ne peut pas se permettre d'avoir des situations de balance commerciale trop déséquilibrées vis-à-vis de l'un ou l'autre pays. Les principaux fournisseurs sont le Japon, le Canada, la R. F. A., et ses principaux clients : Hong-Kong (en fait, territoire de réexportation), le Japon et Singapour.

La seconde caractéristique du commerce chinois est une tendance à la spécialisation des pays par produit; pour les machines-outils et les produits sidérurgiques, la Chine a

1. *Bulletin hebdomadaire de la Kreditbank*, n° 35 du 19 septembre 1975.



plutôt tendance à s'adresser à la R. F. A., pour les engrais et la chimie organique à l'Italie, et à la France pour les camions, locomotives et autres matériels mécaniques (1).

Pour des motifs idéologiques, la Chine octroie une aide financière de plus en plus accrue à certains pays en voie de développement. Généralement, elle leur ouvre des crédits à long terme sans intérêt et leur vend ainsi des matériels mécaniques (Zambie, Tanzanie), des articles de consommation courante (Guinée, Congo) ou du pétrole (Corée du Nord, Nord-Vietnam, Albanie). Fin 1971, l'aide économique de la Chine aux autres pays en voie de développement s'élevait à 2,2 millions de dollars. Après le grand déficit extérieur de 1974, l'aide financière aurait été réduite de 10 % en 1975.

* * *

De même qu'il est d'usage en Occident de débiter un article sur la Chine par un aperçu historico-politique, assorti de quelques données économiques générales, de même, il est devenu quasi rituel de terminer un article par des séries d'interrogations. Quel futur? Quel devenir? A quel prix? etc. Et nous avons nous-même cédé à cette tentation dans la première partie de ces brèves lignes. En fait la notion de révolution permanente, de flot structurel bouillonnant est peu conforme à nos analyses occidentales. Et l'observateur s'interroge; peut-être plus sur lui-même que sur les Chinois. Nous posons trop souvent et de façon inconsciente le problème chinois en termes de référence occidentaux; dès lors les questions se multiplient. Le simple fait de vouloir aborder les problèmes du seul point de vue économique ou du seul point de vue politique est déjà une déviation. La limite entre les deux est ténue et la question que rencontre chaque dirigeant chinois est celle de l'appréciation de la décision économique par rapport à la ligne politique. Il était très clair lors de notre voyage en août 1975 que la volonté des pouvoirs publics était l'intensification des efforts de développement économique; depuis, cette tendance s'est affirmée et s'est consolidée; dès lors, jusqu'où la Chine pourra-t-elle accepter d'aller tout en se persuadant qu'elle poursuit son œuvre révolutionnaire permanente?

Nous ne voudrions pas, à la suite de ce regard sur l'économie chinoise, apporter une contribution à la question : existe-t-il une économie fondamentale transcendant les types d'organisation? Quels en sont ces contours? Dans la mesure où l'économie relève des sciences exactes, il est évident qu'elle s'applique à tous les systèmes; par contre, le système chinois confirme que certaines limites, sociales ou politiques, appelées contraintes dans nos modèles et d'ailleurs pas toujours clairement formulées, peuvent être reculées et que d'autres peuvent leur être substituées. Il n'y a là rien de nouveau, si ce n'est que l'économique se doit d'être au service du politique et que ce dernier doit être librement choisi et socialement accepté. Certes, l'écart est source d'émulation et de progrès; trop d'écart engendre le privilège, le blocage et la colère. La fierté première de la Chine nous paraît être celle d'avoir convaincu un peuple que la voie chinoise était celle de la plus grande justice sociale.

1. « L'agriculture en Chine ». Chambres d'agriculture, *Le monde agricole*, avril 1975.

ANNEXE N° 1

Quelques données sur la Chine

- *Territoire* : 9,6 millions km², plus de 17 fois la France (U.R.S.S. : 22,4 millions km²; Canada : 9,9 millions km²)
- *Population* : en 1976, environ 850 millions croissant à 2 % l'an et dont 90 % sur 1/6 des terres. On estime que 80 % de la population active est occupée dans l'agriculture (y compris les activités industrielles de la campagne). A part la race Han, 54 minorités nationales représentent 6 % de la population totale.
- *Organisation administrative* : 22 provinces (y compris Taiwan), 5 régions autonomes et trois municipalités directement rattachées à l'autorité centrale : Pékin (8 millions d'habitants), Sanghaï (10 millions d'habitants) et Tien tsin.
- *Réserves importantes de matières premières* : charbon (1 000 milliards t), fer (100 milliards t), pétrole (plus de 10 milliards t), bauxite (1 milliard t), gaz naturel (600 milliards m³); 80 % des réserves mondiales de tungstène, antimoine (5 millions t), spath fluor (6 millions t); risque de manquer dans le futur de cuivre, chrome, nickel et cobalt.
- *PNB* : en 1974 : 157 milliards \$ (U.S.A. : 1 220 milliards \$; C.E.E. : 890); revenu national 117-120 milliards \$. Composition du PNB en 1973 : industrie : 40-45 %, agriculture et pêche : 30 %, tertiaire : 25-30 %.
- *Agriculture* : 11 % seulement des terres sont cultivées — 1^{er} producteur mondial de riz (plus de 100 millions t), 3^e producteur mondial de blé (plus de 200 millions t) — 70 % des calories contenues dans l'alimentation des Chinois proviennent des céréales, 8 % des viandes, œufs et produits laitiers. Le cheptel porcin avec plus de 200 millions de têtes est le 1^{er} du monde. La production de lait de vache est faible : 3,3 millions t en 1972 (92 millions t dans la C.E.E.) — Mécanisation : 112 000 tracteurs en 1971.
- *Industrie* : En 1973 :

	Chine	C. E. E. * 9 *	U. S. A.	U. R. S. S.
Énergie électrique (milliards kWh)	100	973	1 947	915
Acier (millions t)	25	150	136	131
Charbon (millions t)	360	270	522	668
Pétrole brut (millions t)	50	11	453	421
Ciment (millions t)	24	140	74	110

- *Commerce extérieur* (en millions de \$) :

	Exportations vers la Chine (FOB)		Importations en provenance de Chine (CIF)	
	En 1975	Janvier-juin 1976	En 1975	Janvier-juin 1976
— Total O. E. C. D.	4 986	2 427	2 843	1 349
dont :				
— France	373	201	174	100
— Allemagne	523	388	223	129
— Canada	371	112	55 (FOB)	37
— États-Unis	304	120	171 (FOB)	99
— Japon	2 258	1 081	1 529	603
— Australie	326	141	86 (FOB)	46
— Hong-Kong	34	13	1 372	732
— Singapour	40	13	273	126

Source : « Financial Times », 3 décembre 1976.

ANNEXE n° 2

Tableau récapitulatif des salaires mensuels

Unité	Cadres	Ouvriers	Moyenne	Agriculture
Usine textile n° 2 (Pékin)	150 Y max (426 FF)	De 40 à 102 Y (114 à 290 FF)	60 Y (170 FF)	A titre de comparaison, il faut rappeler qu'à la campagne un travailleur perçoit une rémunération mensuelle variant entre 15 Y (43 FF) et environ 30 Y (85 FF) + des avantages en nature importants.
Usine de tracteurs (Lorang)	De 36 à 170 Y (102 à 483 FF)	De 38 à 102 Y (290 à 410 FF)	54,5 Y (155 FF)	
Atelier de fabrication de médicaments (Nankin)	50 à 70 Y (142 à 199 FF)	De 37 à 60 Y (105 à 170 FF)		
Usine de dévidage des cocons (Soutchéou)	38 à 90 Y (108 à 256 FF)		50 Y (142 FF)	
Atelier de broderie (Soutchéou)	30 à 90 Y (85 à 256 FF)			
Cité ouvrière (Pengpou, Changhaï)		30 Y (85 FF) Atelier de ménagères	65 Y (185 FF)	

N. B. Une famille type peut donc gagner : 90 Y, salaire du mari ouvrier qualifié + 60 Y, salaire de la mère + 42 Y, salaire du fils ouvrier débutant = 192 Y (545 FF) + parfois la pension d'un grand-père, 50 Y (142 FF) — exemple pris à Changhaï. A Pékin, un autre exemple donne un revenu de 230 Y (653 FF) avec 3 traitements + 1 pension. Aux salaires peuvent s'ajouter les allocations scolaires. Les frais médicaux sont gratuits moyennant une cotisation modique (2 Y par an à la commune de Nai huen). 1 yuan = 2,84 francs français environ.

Source : Francine Coeln, « Récit et commentaires de vingt fonctionnaires européens ».

ANNEXE n° 3

Quelques prix

a) Loyer mensuel

- 4 Y (11,36 FF) à la cité ouvrière de Pékin (2 pièces, 1 cuisine).
- 5 Y (12,20 FF) à Soutchéou.
- 12 Y (34 FF) à Changhaï (2 pièces, 1 cuisine = 60 m²).
- 6 Y (17 FF) à Changhaï dans une autre famille.
- 2 à 3 Y (5,7 à 8,5 FF) à Sian pour 40 m² environ — 2 ou 3 pièces — en général 3 % du salaire d'un ouvrier d'après les indications recueillies à Peïta au cours de l'exposé sur la planification.

b) Eau, gaz, électricité

- 5 Y (12,20 FF) à Pékin.
- 5,30 Y (15 FF) à Changhaï.

c) Coût de la scolarité

- 5 Y (12,20 FF) par semestre à l'école secondaire n° 2 de Pékin, sauf si la famille est en difficulté. A la cité des ouvriers du textile à Pékin, l'État payait 30 % des frais de scolarité.
- 2,5 Y (7,1 FF) dans le primaire.

d) Transports

- 0,10 Y (0,28 FF) le ticket de métro à Pékin.
 - 3 Y (8,5 FF) le carnet mensuel valable sur un seul itinéraire
 - 6 Y (17 FF) le carnet mensuel valable sur tout le réseau
- } transport urbain
} à Sian.

e) Spectacles

- 0,20 à 0,60 Y (0,57 à 1,7 FF) une place de théâtre.

f) Frais de nourriture

- De 10 à 14 Y par mois, par personne adulte (28,4 à 39,8 FF) partout où nous avons posé la question.

Quelques exemples :

- 1 kg de riz, 0,30 Y (moyenne), (0,85 FF).
- 1 kg de porc, 1,70 Y (4,83 FF) — à la cité ouvrière de Pengpou (Changhaï).
- 1 kg de poisson, 0,70 Y (1,99 FF) — à la cité ouvrière de Pengpou (Changhaï).
- 1 kg de poisson, 0,40 à 0,60 Y au marché de Pékin (1,14 à 1,70 FF).
- 1 kg de bœuf, 1,50 Y — (4,26 FF) — au marché de Pékin.
- 1 kg de mouton, 1,40 Y — au marché de Pékin (3,98 FF).
- 1 kg de farine, 0,40 Y — (1,14 FF) — au marché de Pékin.
- 1 livre de canard ordinaire, 0,60 à 0,74 Y — au marché de Pékin (1,7 à 2,1 FF).
- 1 livre de pommes, 0,32 Y à la commune de Naï huen (0,91 FF).
- 1 livre de tomates, 0,40 Y à Pékin (1,14 FF).
- Un repas à la cantine de l'usine textile de Pékin coûte 0,20 Y (0,57 FF).

g) Autres dépenses

- 1 veste + pantalon : 20 Y en synthétique (56,80 FF).
10 Y en coton (28,40 FF).
- 1 veste en coton 5 Y (12,20 FF).
- 1 chemisier en synthétique 10 Y (28,40 FF).
- 1 montre : 120 à 450 Y pour les montres de production nationale (340 à 1 278 FF),
1 000 Y pour les montres importées (2 840 FF).
- 1 bicyclette 150 Y (426 FF).
- 1 poste de radio à transistors 30 Y (85,20 FF).
- 1 poste de télévision 300 Y (852 FF).

Source : Francine Coeln, « Récit et commentaires de vingt fonctionnaires européens ».

DISCUSSION

M. SAUVY. — Une première observation d'un non-spécialiste est que la société chinoise est loin de ce que nous appelons l'optimisation. Sans doute, ce terme serait-il très difficile à traduire en chinois. Il n'en reste pas moins qu'un Asmodée, qui verrait tout là-bas et comprendrait tout, serait frappé (comme chez nous) de l'ampleur des déperditions. Ceci nous confirme que, plus la société devient complexe, plus son « rendement » (au sens mécanique du mot) est bas, inférieur à l'unité.

La contradiction existe, comme chez nous, et se confirmera entre un désir de « micro », de vie simple et la rigidité autoritaire des techniques concentrantes.

En ce qui concerne la ville et la campagne, je me demande si le reflux volontaire vers la campagne ne signifie pas pour les dirigeants un désir de tranquillité, car un homme est toujours moins gênant à la campagne, en tout régime. Si Boumedienne entend provoquer aujourd'hui un reflux vers la campagne, ce n'est pas par esprit bucolique, mais parce qu'il estime que les hommes de la ville sont plus difficiles à employer, plus « visibles » et plus dangereux.

L'exaltation du travail manuel. Nous avons là un beau modèle, mais nous n'avons pas dépassé le stade des discours sur la « revalorisation ».

Enfin, sur les 8 catégories de salaires, je signale que des chiffres ont été publiés. L'éventail va bien de 1 à 3 ou 4, mais il y a aussi des « hors catégories » ce qui le porte facilement de 1 à 5.

RÉPONSE. — Les questions posées sont non seulement denses mais aussi multiples. J'y répondrai successivement, en vous priant de m'excuser d'être trop concis, faute de temps.

1. Certes l'optimisation est un mot difficile à traduire non pas en chinois mais dans la philosophie du système. Les « déperditions » sont importantes. Aborder cette question, c'est entrer dans la querelle « révisionnistes-révolutionnaires » « droite-gauche », « Moscou-Pékin ». Doit-on suivre les cinq principes de la charte d'An-Shan et notamment le premier principe « mettre la politique en avant » ou, au contraire, « mettre l'économique d'abord, » sachant, selon la théorie léniniste-marxiste elle-même, que les technologies capitalistes (et surtout capitalistiques) engendrent des « sociétés capitalistes »? Ce point est d'autant plus crucial que les Chinois ont un retard économique considérable à rattraper s'ils veulent, avec impatience, ainsi qu'ils l'affirment, être une des premières puissances mondiales d'ici 2000. Quel sera le prix à payer? Voudra-t-on le payer? Indépendamment des luttes personnelles pour le pouvoir (qui ne sont pas à négliger, même en Chine!), cette question est au centre des débats d'aujourd'hui et, nous a-t-on dit, de sa réponse dépendra le succès ou l'échec de « la voie chinoise ».

2. Je partage moins votre opinion en ce qui concerne le reflux des hommes des villes à la campagne. Sans vouloir analyser le modèle algérien, je crois pouvoir dire que le rapprochement ne me paraît pas tout à fait exact. Le président Mao connaît les paysans; c'est avec eux qu'il a fait sa révolution. Inversement, ils lui doivent tout, et en premier lieu leur dignité d'homme. Ils ne l'oublient pas. Mais le président Mao a su aussi s'appuyer sur les forces révolutionnaires « traditionnelles » des villes : les étudiants de Pékin, les ouvriers des chantiers navals de Shanghai, etc. Il ne faut pas oublier que c'est en activant ces forces citadines que le président Mao a lancé la révolution culturelle de 1966, à une époque où, on le sait maintenant, il était minoritaire au sein de l'équipe dirigeante. Inversement, le président Mao a eu parfois des difficultés avec des paysans pour faire accepter toutes ces idées « révolutionnaires ». Donc on ne peut pas dire, *a priori*, que le reflux vers les campagnes servirait à désamorcer la bombe anti-Mao des villes. C'est plus complexe. Certes, il y a en Chine, comme ailleurs, des exils, par définition, loin des villes, mais il est inutile d'élaborer une théorie « ville-campagne » pour les justifier, car dans la majorité des cas, c'est la discrétion qui est de règle en l'occurrence.

Je crois que le maintien de la population à la campagne (80 %) relève de trois causes principales. La première est une cause idéologique; le modèle chinois, ainsi que je l'ai exposé est un modèle de croissance économique à partir du secteur agricole qui doit permettre, en premier lieu, d'assurer l'approvisionnement alimentaire d'une population en croissance importante. Lorsque le progrès technique dégage un excédent de main-d'œuvre agricole, l'industrie doit se transporter de la ville à la campagne du moins jusqu'à ce que la technologie le permet. Mais la marge est encore grande! Ceci permet, entre autres avantages, de conserver une structure sociale et politique intacte et notamment d'assurer le succès politique des communes populaires, qui sont une des bases de la philosophie chinoise, et dont le processus évolutif donnerait une solution pour le passage de la propriété individuelle à la propriété du peuple tout entier. La deuxième cause n'est pas à négliger : c'est une cause stratégique. Par sa structure hiérarchisée et autonome, par la milice constituée par des hommes qui défendent le territoire sur lequel ils vivent tous les jours, la commune populaire constitue une arme privilégiée dans une lutte contre des bombardements atomiques, des invasions extérieures au même des soulèvements locaux. Enfin, la troisième cause du maintien de population à la campagne me paraît résider dans l'immensité même du territoire (plus de 17 fois la France). Or ce territoire n'est pas encore vraiment exploité du point de vue matières premières : un effort considérable doit être fait. Autant maintenir les populations à la campagne plutôt que de devoir les déporter par la suite (ce qui n'empêche nullement à l'heure

actuelle d'ailleurs certains « déplacements » de travailleurs). Enfin, si les populations se concentraient davantage dans les villes, il conviendrait, pour les ravitailler, de créer des infrastructures de transport et de matériel de transport qui n'existent pas actuellement, quitte ensuite à redévelopper, comme dans nos pays, des politiques régionales pour rééquilibrer des croissances différenciées.

3. Je vous laisse la responsabilité de votre affirmation concernant le travail manuel en France.

4. Je suis d'accord avec votre remarque sur l'éventail des salaires et je crois même qu'on peut aller plus loin que le rapport de 1 à 5.

M. J. DE VANSSAY. — Le système économique actuellement en vigueur en République populaire de Chine serait-il, à votre avis, transposable dans ses principes dans d'autres pays en voie de développement, en Afrique notamment?

RÉPONSE. — C'est une question délicate à laquelle les Chinois, eux-mêmes, ne donnent pas une réponse immédiate. Puisque vous me demandez un avis *personnel*, je voudrais vous répondre en distinguant deux éléments dans la voie chinoise, ou plutôt pour prendre une image dans l'esprit extrême-oriental, en distinguant les deux pans du mur. En effet, quand on est reçu en Chine dans un local officiel, un pan du mur supporte quatre portraits : ceux de Marx, d'Engels, de Lénine et de Staline; le pan de mur opposé ne supporte qu'un portrait : celui du président Mao; mais le tout est à l'intérieur du *même local*.

Si vous voulez vous demander si la pensée marxiste-léniniste peut être « exportée », une simple comparaison de cartes géo-politiques de 1939 et de 1976 ne pourrait que vous donner une réponse hautement affirmative. Si vous voulez vous demander si la seule pensée du président Mao peut être exportée, je serais plus réticent. Certes le petit livre rouge est rempli de phrases de simple bon sens dont certaines, prises hors de leur contexte, pourraient même être enseignées dans les patronages. Mais je demeure persuadé, en fonction même de la philosophie marxiste-léniniste, que la voie chinoise est le résultat et la source, à la fois, d'un complexe historico-politico-économico-social qui est propre à la Chine et que par définition on ne pourrait trouver à l'extérieur.

Vous allez me répondre en me disant : « Je vous interroge sur le système économique en vigueur en Chine et vous me répondez par des idées de philosophie politique ! » Mais, Monsieur, par définition, l'un et l'autre s'engendrent mutuellement dans un système en révolution permanente, encore que, une fois de plus, en Chine, c'est « la politique » qui soit mise en avant.

Si on veut extraire telle ou telle mesure économique chinoise pour l'appliquer, et pas seulement dans un pays en voie de développement, oui, cela est faisable. Considérez, par exemple, les tentatives du président Giscard d'Estaing pour revaloriser le travail manuel. Mais je me garderai bien de proposer le système économique chinois comme panacée aux problèmes de développement, surtout en Afrique. Les pays en voie de développement constituent en fait une catégorie économique fourre-tout où il est absolument nécessaire de faire des distinctions. Les deux grandes maximes économiques chinoises « Compter sur ses propres forces » et « Marcher sur ses deux jambes (agriculture et industrie) » ne sont valables que pour un continent comme la Chine qui, à l'exception du chrome, du nickel et du cobalt, possède presque toutes les matières premières, y compris le pétrole, indispensables aux grandes économies industrielles modernes et qui possède par là même une industrie, y compris

une industrie atomique. C'est pourquoi je serais assez réticent pour donner une réponse positive, sans y apporter de fortes nuances, à votre question. D'ailleurs, les tentatives qui sont faites actuellement en Afrique ne me paraissent pas m'obliger à modifier cette opinion.

M. DES ACCORDS. — M. Pierre Baudin a fait allusion à l'existence de formes de propriété dans le processus de production. Quelles sont ces diverses formes de propriété?

RÉPONSE. — La voie chinoise, en l'occurrence, est assez souple dans ses moyens, même si le but final est clair et affirmé avec force, c'est-à-dire la propriété du peuple tout entier, objectif final du communisme. On fait souvent des confusions graves entre les types et les niveaux de propriété. L'exemple de la propriété au niveau de la commune populaire, qui est l'exemple le plus complexe, permet d'effectuer les distinctions nécessaires.

Il existe trois types de propriété sur une commune populaire :

1. La propriété individuelle qui porte essentiellement sur l'habitation de la famille et éventuellement sur un lopin de terre (environ 70 m²) et quelques animaux encore que le terme « usufruit » soit plus propre que le terme « propriété » puisque le « propriétaire » ne peut ni vendre ni louer ces biens.

2. La propriété d'État : il s'agit par exemple des organismes d'épargne et de crédit qui sont situés sur la commune populaire et qui relèvent de l'organisation centrale.

3. La propriété collective qui est celle des moyens de production. Cette dernière s'exerce, à son tour, à trois niveaux : celui de l'équipe de production, celui de la brigade de production et celui de la commune populaire. C'est l'équipe de production toute entière qui est « propriétaire », et surtout responsable des instruments de production élémentaires qui lui sont indispensables. Par contre si des instruments de production plus importants sont nécessaires, ils peuvent être attribués à la brigade de production qui en est alors « propriétaire ». Enfin, prenons le cas d'un moulin à blé, pour exemple ; cet investissement lourd sera la propriété de la commune populaire. Il en est de même pour les services non directement productifs. Une école primaire peut être la « propriété » de la brigade de production tandis que l'école secondaire sera la « propriété » de la commune populaire.

Ce schéma n'est pas rigide. Il est essentiellement adapté à chaque situation. Nous avons visité des communes populaires où les lopins de terre individuels étaient même supprimés pour récupérer des terres tandis que dans d'autres communes il y avait une forte incitation à encourager le petit élevage individuel afin de soulager la charge alimentaire de la commune. Nous avons même constaté dans une commune populaire que l'assemblée de la commune avait décidé d'honorer un de ses membres « au cœur particulièrement rouge » en l'autorisant à garder l'usufruit de la maison qu'il possédait avant la révolution de 1949 et même à en transmettre l'usufruit à ses enfants.

M^{me} M. LAVIGNE. — Comment analysez-vous le rapprochement entre la Chine et la C. E. E.?

RÉPONSE. — En quelques mots, et du seul côté de la Chine, on peut le caractériser à deux points de vue. Du point de vue politique, et très sommairement décrit, le rapprochement Chine-C. E. E. s'inscrit dans le double mouvement de la diplomatie chinoise actuelle. Tout d'abord la Chine désire, et cela nous a été maintes fois répété, figurer parmi les grandes puissances mondiales. Or le monde actuel exige pour arriver à cette fin que l'on descende

dans l'arène; l'ère de la politique du splendide isolement est achevée. Il est donc normal que dans cette politique d'ouverture la Chine rencontre les grandes puissances occidentales qui constituent la Communauté. Mais elle aurait pu, comme elle l'a fait dans un premier temps, effectuer ce rapprochement de façon bilatérale avec chaque membre de la Communauté et s'en tenir à cette attitude. On doit cependant noter que la Chine est allée plus loin en établissant un rapprochement diplomatique avec la Communauté en tant que telle puisqu'il existe actuellement un ambassadeur de Chine auprès des Communautés européennes. Et c'est là qu'intervient le deuxième trait majeur de la diplomatie chinoise : la lutte anti-blocs. Suivant un schéma très « gaullien », la Chine estime que le monde est partagé en deux blocs, américain et russe, et que cette situation ne permet pas à d'autres partenaires d'intervenir sur la scène mondiale, contrariant ainsi l'objectif ci-dessus de « Chine, une des premières puissances mondiales ». Voyant dans la Communauté, une puissance politique susceptible de s'insérer entre les deux blocs, la Chine, tout naturellement à ses yeux, s'est rapprochée de la Communauté. Enfin, la Chine a poussé son raisonnement plus loin. En effet, dans sa lutte idéologique contre Moscou, la Chine espère trouver dans la Communauté un allié puissant qui, sans aller jusqu'à parler d'ouverture de front militaire à l'ouest, lui permettrait au moins de soulager le terrible effort militaire qu'elle entretient sur plusieurs milliers de kilomètres de frontières communes avec l'U. R. S. S. et lui permettrait surtout d'éviter un isolement diplomatique. D'où notamment les exhortations permanentes qu'adresse la Chine à la Communauté pour dénoncer la conférence d'Helsinki, et les accords SALT, et faire partager à la Communauté sa lutte avec Moscou. C'est une des caractéristiques de la diplomatie chinoise que d'imposer ainsi des « amitiés » qui paraissent à première vue « contre-nature »!

Du point de vue économique, la Chine semble s'être tournée vers la Communauté pour deux raisons principales. La première réside dans le souci de la Chine, constant depuis 1960, date de la rupture avec l'U. R. S. S., de diversifier ses sources d'approvisionnement. La deuxième raison est que la Chine importe surtout de la technologie plutôt que des matières premières ou même des produits semi-finis. Or, la Communauté représente par excellence un des hauts lieux de progrès technologique, et surtout de *progrès technologique accessible*. En millions d'unité de compte européennes, les importations de la Chine en provenance de la C. E. E. sont passées de 378 en 1972 à 1 084 en 1975, tandis que les importations passaient de 428 à 626.

En ce qui concerne la Communauté, qui est une Communauté ouverte, on peut dire qu'elle a fait preuve d'un certain intérêt vis-à-vis de ces mouvements diplomatiques chinois, intérêt qui s'est d'ailleurs concrétisé par le voyage que le vice-président Soames, chargé des relations extérieures à la Commission des Communautés européennes, a effectué à Pékin.

M. J. ROBINET. — Dans le contexte politique et économique défini par le conférencier, comment se sent l'homme ou la femme chinois. A-t-il le sentiment d'une plénitude de vie? En particulier le paysan se sent-il un homme responsable, un créateur disposant d'initiatives. Comment vit-il dans son foyer, est-il heureux?

Réponse. — Votre question est extrêmement subjective! Et contrairement à la plupart des « voyageurs — de — trois — semaines — sur — itinéraire — préfabriqué », je ne me sens pas moralement habilité à vous en parler. Cependant, je crois que la politique permanente des responsables chinois repose sur deux axiomes qui s'appliquent aussi à la vie « privée » des Chinois. Le premier est la référence au passé. Il est exact que, par rapport au passé,

entendez : l'époque impériale, un très haut pourcentage de Chinois ont amélioré leur condition humaine. Les Chinois mangent à leur faim ; ils ont du travail, et un très grand nombre d'entre eux ont un sentiment de dignité qu'ils ne possédaient pas auparavant et la « propagande » chinoise ne manque pas de leur rappeler constamment. Par contre, je ne sais ce que pensent les minoritaires qui avaient déjà ce sentiment sous l'époque impériale ! Le deuxième axiome est la mobilisation des masses. Elle permet d'imposer, sous la contrainte de la réprobation collective, d'éviter le relâchement dans l'effort permanent d'amélioration ou plutôt de poursuite d'un idéal pas toujours très clairement défini (notamment le passage à la phase finale du communisme) ou hésitant (cent fleurs, révolution culturelle), mais suffisamment mobilisateur pour maintenir cet effort. Combien de temps ? A quel prix ? Je ne veux me prononcer à ce sujet.

En ce qui concerne la femme, sa « libération » a été plus lente. Elle a commencé assez tard et se poursuit lentement.

Le paysan se sent-il responsable ? Est-il un créateur disposant d'initiatives ? En Chine, les mots n'ont pas la même signification. Chaque homme, chaque ouvrier, chaque paysan est inséré dans une unité politique, économique ou sociale, ou les trois à la fois. A l'intérieur de ces unités, il a le droit d'expression, de critique, d'initiative. On le sollicite même constamment à ce sujet. Toutes ses idées sont abondamment discutées en groupe. Si elles sont adoptées par « la masse », elles sont exécutées dans la limite des prérogatives de l'unité, qui informe également les échelons horizontaux et verticaux de la hiérarchie ; c'est ce qu'on appelle la zone et la ligne qui sont des données fondamentales du système. C'est ainsi notamment que s'élabore le plan chinois qui, contrairement au plan soviétique, part de la base sur initiative « individuelle » des unités de base. C'est à ce titre qu'on a pu dire que la planification chinoise était décentralisée. Une fois encore les mots ne peuvent avoir le même sens !

Est-ce que le paysan chinois est heureux ? Permettez-moi au sein de cette assemblée savante française, d'utiliser une formule diplomatique anglo-saxonne : « no comment » !